

REPORTERS SANS FRONTIERES

POUR LA LIBERTE DE L'INFORMATION

Prix RSF 2016 : 22 journalistes et médias nominés pour leur engagement en faveur de la liberté de la presse

Les journalistes

Azerbaïdjan - Seymour Khazi

Plume réputée du dernier quotidien d'opposition d'Azerbaïdjan *Azadlig*, et présentateur de l'émission indépendante diffusée via Internet depuis l'étranger « Azerbaijan Saati », **Seymour Khazi** a déjà passé plus de deux ans en prison pour une affaire montée de toutes pièces. Arrêté le 29 août 2014 après s'être défendu contre un agresseur, il a été condamné à cinq ans de prison pour « hooliganisme aggravé ». Une condamnation qui illustre la lutte impitoyable que le régime d'Ilham Aliev mène contre les libertés, en dépit de la libération de quelques prisonniers politiques, dont la célèbre journaliste d'investigation Khadija Ismailova, au printemps 2016. A ce jour, au moins sept journalistes restent derrière les barreaux et les vagues d'arrestations se succèdent.

France / Luxembourg - Edouard Perrin

Edouard Perrin est un journaliste français d'investigation qui a contribué à révéler en 2012, dans le magazine « Cash investigation » sur *France 2*, le scandale LuxLeaks – des accords fiscaux secrets entre le Luxembourg et des multinationales, notamment négociés par le cabinet d'audit PricewaterhouseCoopers (PwC). Ces révélations ont été rendues possibles grâce à l'exfiltration, par deux ex-employés du cabinet d'audit, de 28 000 pages de documents démontrant les montages financiers. En 2015, pour avoir publié ces documents secrets, le journaliste a été inculpé au Luxembourg, notamment pour « vol domestique » et « blanchiment ». Relaxé en première instance le 29 juin 2016, le Français doit comparaître une nouvelle fois en décembre prochain aux côtés des lanceurs d'alerte après que le ministère public du Luxembourg a fait appel de ce jugement.

Egypte - Ismaïl Alexandrani

Journaliste d'investigation et chercheur indépendant, l'Égyptien **Ismaïl Alexandrani**, 32 ans, est connu pour ses publications critiques envers la politique sécuritaire menée par le gouvernement dans le Sinaï, région dont il est considéré comme l'un des meilleurs spécialistes. Il a été arrêté à l'aéroport de Hurgada, sur les bords de la mer Rouge, le 29 novembre 2015 et se trouve depuis en « détention provisoire » en Égypte. Il est accusé d'avoir diffusé de fausses informations dans l'objectif de nuire à l'intérêt national et d'appartenir à la confrérie interdite des Frères musulmans. Le journaliste collaborait entre autres avec *Le Monde Diplomatique*, *Orient XXI*, le quotidien libanais *Al-Safir*, ainsi que plusieurs think tanks internationaux dont le Arab Reform Initiative.

Colombie - Jineth Bedoya

La journaliste d'investigation **Jineth Bedoya**, 42 ans, est réputée en Colombie pour ses prises de position en faveur des femmes victimes de violences. En 2000, alors qu'elle enquêtait sur des ventes d'armes illégales entre l'État colombien et un groupe paramilitaire, Jineth Bedoya a été enlevée, séquestrée et abusée sexuellement avant d'être abandonnée sur le bord d'une route. Malgré la pression de la société civile, la justice colombienne a mis plus de dix ans à juger l'affaire. Le procès, entaché de nombreuses irrégularités et de témoignages contradictoires, a été largement dénoncé par les soutiens de la journaliste. À son issue, seuls deux hommes ont été reconnus coupables et condamnés à 28 et 11 ans de prison. En 2003, alors qu'elle était en reportage, Jineth Bedoya a de nouveau été enlevée, cette fois par les Forces armées révolutionnaires de Colombie (Farcs). Elle a raconté son histoire et son combat pour le droit des femmes dans plusieurs ouvrages et poursuit aujourd'hui son engagement pour la liberté d'expression. Elle a contribué à l'élaboration des accords de paix entre les Farcs et le gouvernement colombien, signés en 2016.

Soudan du Sud - Alfred Taban

Journaliste très respecté, **Alfred Taban** a fondé le premier journal du Soudan du Sud, le *Juba Monitor* (anciennement connu sous le nom de *Khartoum Monitor*). Il a été arrêté le 16 juillet 2016 au lendemain de la parution d'un éditorial intitulé « Parlons franchement », dans lequel il dénonçait le rôle néfaste joué selon lui par le président Salva Kiir et le vice-président Riek Machar. Les troupes des deux rivaux se sont violemment affrontées dans la capitale Djouba du 8 au 11 juillet dernier, faisant plus de 300 morts et 42 000 déplacés. « Il n'y a aucune raison pour que ces deux dirigeants restent à leur place », écrivait alors le journaliste, appelant à la désignation d'un nouveau

président de l'Assemblée nationale du pays. Une prise de position particulièrement courageuse au regard du climat délétère qui règne au Soudan du Sud et des menaces pesant sur les journalistes. Détenu près de deux semaines au secret, Alfred Taban a été libéré le 29 juillet. Il est poursuivi pour « atteinte à l'ordre constitutionnel » et « diffusion de fausses informations ». La date de son procès n'a pas encore été fixée.

Maldives - Zaheena Rasheed

Zaheena Rasheed est la rédactrice en chef de *The Maldives Independent* (anciennement *Minivan News*), l'un des derniers médias en ligne indépendants du pays. Elle incarne, par son courage et son engagement, le renouveau du journalisme maldivien et le combat pour la liberté de la presse dans l'archipel. La journaliste couvre des sujets hautement sensibles dans un pays gagné par l'islamisme radical et n'hésite pas à critiquer vertement les autorités, notamment depuis la disparition, en 2014, de son collègue Ahmed Rilwa. « Tu seras la prochaine », a-t-elle reçu dans un message qui lui a été envoyé peu après.

Le 3 avril 2016, Zaheena Rasheed et 15 autres journalistes ont été arrêtés pendant une dizaine d'heures à Malé alors qu'ils participaient à une manifestation contre le déclin de la liberté de la presse dans l'archipel. Les journalistes s'étaient réunis juste après une décision de justice ordonnant la fermeture de *Haveeru*, le plus ancien journal imprimé des Maldives. Trois publications majeures ont été interdites depuis le début de l'année dans l'archipel. Les journalistes dénonçaient également un projet de loi visant à criminaliser la diffamation, pourtant dépenalisée depuis 2009, ainsi que le manque d'avancées notables dans l'enquête sur la disparition du journaliste Ahmed Rilwan. Le 9 septembre, la police a pénétré dans les locaux de *The Maldives Independent* dans le cadre d'une enquête pour complot après la diffusion d'un documentaire sur Al Jazeera accusant le pouvoir maldivien de corruption. Zaheena Rasheed a été contrainte de quitter les Maldives pour « des raisons de sécurité ».

Syrie - Hadi Abdullah

Aux prémices du conflit en Syrie, cet infirmier étudiant originaire de Homs abandonne ses études pour s'engager, dans un premier temps, aux côtés des activistes anti-régime. Il se consacre ensuite au journalisme pour témoigner des horreurs subies par la population syrienne. **Hadi Abdullah** se fait rapidement un nom dans le milieu professionnel, couvrant en tant que journaliste indépendant les développements de la guerre en Syrie et n'hésitant pas à s'aventurer dans des zones dangereuses – où plus aucun journaliste occidental ne se risque – pour filmer et interroger des acteurs de la société

civile. En janvier dernier, il a été brièvement été enlevé par le front Al Nosra. A 29 ans, Hadi Abdullah a frôlé la mort à plusieurs reprises. Son cameraman a été tué en juin dernier dans l'explosion d'une bombe artisanale au domicile qu'ils partageaient. Lui-même a été grièvement blessé. Par son courage, Hadi Abdullah est devenu les yeux de la communauté internationale, témoignant des atrocités quotidiennes perpétrées en Syrie. A ce titre, il est une cible privilégiée à la fois pour les forces loyalistes et les groupes armés.

Afghanistan - Najiba Ayubi

Journaliste et activiste afghane, **Najiba Ayubi**, 48 ans, est la directrice du Killid Group, un réseau de médias à but non lucratif qui publie les deux magazines les plus populaires du pays (*Killid Weekly* et *Mursal Weekly*) et gère huit radios écoutés par près de 12 millions d'Afghans. Le Killid Group est guidé par un principe fondamental : le droit des Afghans à être informés et à être entendus. Les médias du groupe jouent ainsi un rôle particulièrement important en informant la population dans plusieurs provinces encerclées par les Talibans. En dépit des multiples menaces dont Najiba Ayubi est l'objet depuis plus de 15 ans et des dangers encourus par les journalistes en Afghanistan, elle continue de défendre la liberté d'expression et d'information. Elle fait partie des 100 héros de l'information distingués par RSF et elle a été lauréate en 2013 du prix du courage journalistique décerné par l'International Women's Media Foundation.

Bangladesh - Mahfuz Anam

Mahfuz Anam est le rédacteur en chef du quotidien indépendant en langue anglaise le plus populaire du Bangladesh, *Daily Star*. Le journaliste avait affirmé le 4 février dernier avoir, comme l'immense majorité des journaux du pays, publié en 2007 des documents fournis par des sources militaires alléguant de faits de corruption à l'encontre de la Première ministre Sheikh Hasina, sans qu'il puisse les vérifier de manière indépendante. La chef du gouvernement a accusé le *Daily Star* d'être à l'origine de son emprisonnement en 2007 et déclenche une violente campagne de harcèlement contre le journaliste. En moins de trois semaines, pas moins de 79 dossiers judiciaires sont enregistrés : dix-sept accusations de « sédition », un crime passible de trois ans de prison, et 62 plaintes pour « diffamation », passible de deux ans de prison, déposées dans 53 districts à travers le pays. L'équivalent de 15 milliards d'euros de dommages et intérêts lui sont réclamés. Le 22 février 2015, Sheikh Hasina appelle publiquement Mahfuz Anam à démissionner. Demeurant critiques à l'encontre de toutes les instances du pouvoir, le *Daily Star* est par ailleurs victime d'une mesure illégale et discriminatoire émanant du DGFI, l'agence de renseignement bangladaise, qui a interdit aux plus grandes entreprises du pays d'acheter des espaces

publicitaires dans les pages du quotidien. Défenseur reconnu de la démocratie et de la liberté de la presse, Mahfuz Anam s'était opposé en 2007 à la censure militaire, déclarant dans un éditorial: « Tant que nous ne recevrons pas un ordre écrit du gouvernement, nous le considérerons comme illégal. (...) Les amis de la démocratie ne font jamais taire la presse, seuls le font les autocrates. Le peuple du Bangladesh n'acceptera jamais les autocrates ».

Les Médias

Oman - *Azamn*

Seul journal indépendant au Sultanat d'Oman, *Azamn* vient d'être condamné en première instance à la fermeture définitive et à une lourde amende. Trois figures principales du quotidien ont, eux, été condamnés à de la prison ferme. En cause : la publication en juillet 2016 d'un article sur des soupçons de corruption au sein de la justice omanaise. Une thématique chère à ce journal qui a couvert, depuis sa création en 2007, plusieurs affaires de corruption dans le Sultanat. En 2011, le journal avait déjà été condamné à une suspension d'un mois. La liberté d'information dans le pays est très limitée en raison d'une large pratique par les autorités omanaises de la censure sur les médias.

Asie centrale - Agence *Ferghana*

Le portail de l'agence de presse indépendante *Ferghana*, Fergananews.com, est le premier site d'information russophone dans les pays d'Asie centrale. Sa réactivité, la qualité de ses analyses et l'étendue de son réseau de correspondants locaux en font une référence. Cette agence est la première source crédible à avoir annoncé la mort du président ouzbek Islam Karimov fin août, plusieurs jours avant que son décès ne soit officiellement annoncé. Ces qualités en font aussi une cible de choix pour les gouvernements répressifs de la région. Les correspondants de *Ferghana* en Ouzbékistan et au Turkménistan, en particulier, prennent des risques considérables pour exercer – dans la clandestinité – leur mission d'information. L'accès au site est bloqué dans ces deux pays, il n'est que partiellement accessible au Tadjikistan.

Algérie

Radio M Radio M est la première webradio généraliste privée indépendante en Algérie. Créée en mai 2013 à Alger, elle promeut un pluralisme d'opinions précieux dans un pays situé en bas du classement de la liberté de la presse (129 sur 180) mais souffre d'un handicap : elle ne peut pas émettre sur la bande FM. En dépit de cette difficulté relevant de l'absence d'une volonté politique réelle d'ouverture du secteur audiovisuel, la radio propose une grille de programmes éclectiques, aux contenus aussi bien politiques que culturels. Son émission phare « Le Café Presse Politique » (CPP) décrypte l'actualité de la semaine avec des journalistes et des experts de différents bords politiques, en accordant une belle place aux personnalités d'opposition. En 2016, les sessions audio ouvertes (Soundcloud) et des pages YouTube comptabilisent en moyenne 18 000 visites par jour, tous contenus confondus.

Libye - *Bawabat Al Wassat*

Bawabat Al Wassat est, depuis 2013, la déclinaison en ligne des publications du groupe de presse libyen *Al Wassat*, qui compte une radio et un journal papier. Rapidement, le site est devenu l'un des médias les plus consultés du pays. Selon son fondateur, Mahmoud Chammam, figure médiatique et politique reconnue internationalement, *Bawabat Al Wassat* a été visité par près de deux millions de personnes en 2015. Sa couverture des pourparlers pour la création d'un gouvernement d'union nationale installé aujourd'hui à Tripoli lui a valu, en février 2015, d'être interdit d'accès en Libye pendant neuf mois. Depuis, le site d'informations fait régulièrement face à des tentatives de piratage. En mai 2016, Reporters sans frontières (RSF) condamnait les saisies répétées du journal papier après la saisie de dizaines de milliers d'exemplaires par des milices libyennes.

Chine - *64Tianwang*

Lors du G20 à Hangzhou les 4 et 5 septembre, les autorités chinoises ont procédé à « l'enlèvement » de cinq reporters du site d'information *64Tianwang*, qui couvraient le sommet et les manifestations citoyennes en marge de ce dernier. Depuis, les cinq journalistes-citoyens sont toujours détenus. Douze ans après que son fondateur, Huang Qi, a été récompensé par le prix cyber-dissident de RSF, *64Tianwang* et ses journalistes-citoyens continuent de subir la répression systématique des autorités chinoises. Le 24 juin 2015, une autre contributrice de *64Tianwang*, Yang Dongying, avait été arrêtée par les autorités chinoises du Zhejiang, tandis que le site *64Tianwang*, jugé subversif par le gouvernement, faisait l'objet d'une série de cyber-attaques. Mais la détermination de ces nombreux journalistes-citoyens ne

faiblit pas. Comme l'explique Huang Qi, « en 18 ans d'activité, aucun journaliste de *64Tianwang* n'a accepté de signer des aveux rédigés par les autorités » et aucun n'a ainsi contribué à la propagande du Parti, qui diffuse ces confessions sur CCTV et Xinhua dans le but de discréditer les voix dissidentes.

Brésil - *Agencia Publica*

Créée en 2011 et basée à Sao Paulo, l'Agencia Pública est un organisme indépendant à but non lucratif qui regroupe des journalistes d'investigation de tous horizons. Depuis sa création, l'agence a été primée à de nombreuses reprises pour avoir publié des grandes séries de reportages sur des thématiques environnementales et des droits de l'Homme. Essentiellement composée de femmes, l'agence a ouvert à Rio en 2016 la Casa Pública, un centre culturel dédié aux journalistes dans lequel sont organisés des débats, des séminaires, des formations autour des défis de la profession, avec constamment à l'esprit la volonté de promouvoir un journalisme de qualité. Son engagement pour la liberté d'expression et le journalisme indépendant passe également par des offres de bourses pour la réalisation de reportages, et l'hébergement de journalistes étrangers. L'une des dirigeantes de l'agence, Natalia Viana, avait été l'intermédiaire de Julian Assange en 2010 pour traduire et publier les câbles de WikiLeaks concernant le Brésil.

Pologne - *Gazeta Wyborcza*

Fondé par Adam Michnik, grande figure de l'ancienne dissidence polonaise, le quotidien pro-européen *Gazeta Wyborcza* s'est érigé en symbole de la lutte contre les dérives du parti Droit et Justice (PiS) vainqueur des législatives d'octobre 2015. En décembre 2015, un prêtre et une délégation du PiS se sont même fendus d'un déplacement devant le siège du journal dans le but de l'exorciser. Le parti au pouvoir mène une véritable croisade contre *Gazeta Wyborcza*. Les sociétés publiques ont désormais interdiction d'acheter des encarts publicitaires dans le journal, les administrations ont mis un terme à leurs abonnements... Le PiS entend étrangler financièrement le quotidien. Son rédacteur en chef, Jaroslaw Kurski, n'est autre que le frère de Jacek Kurski, nommé par le PiS à la tête de la télévision publique polonaise (TVP) après la purge effectuée dans les médias publics en décembre 2015. Leur fratrie est devenue le symbole du clivage idéologique qui divise la Pologne depuis le début de la transition démocratique.

Les journalistes-citoyens

Brésil - Leonardo Sakamoto

Leonardo Sakamoto, 39 ans, est un ancien reporter de guerre, auteur d'un blog sur lequel il publie quotidiennement des informations sur la situation des droits de l'Homme au Brésil. Son site est l'un des plus consultés sur ce thème dans le pays. Basé à São Paulo, Sakamoto est très engagé dans la lutte contre l'esclavage, localement via son ONG Reporter et internationalement comme conseiller auprès du Fonds des Nations unies. Ces différents engagements lui ont valu d'être la cible régulière de messages de haine, de menaces et de campagnes diffamatoires, en particulier sur les réseaux sociaux. En janvier 2016, il a fait l'objet de violentes attaques en ligne après la parution d'une fausse interview dans le quotidien *Edição do Brasil*, dans laquelle il « dénonçait l'inutilité des retraités » dans le pays (une personne mal intentionnée s'était en réalité faite passer pour lui, le journal n'avait pas vérifié). En avril 2016, une campagne de grande ampleur sur Internet, orchestrée par un géant de l'agroalimentaire dont Sakamoto avait dénoncé les agissements, a également tenté de le discréditer en l'accusant de recevoir de l'argent du gouvernement pour attaquer les membres de l'opposition. Leonardo Sakamoto a raconté les épreuves qu'il a traversées dans un livre intitulé « Ce que j'ai appris en étant harcelé sur Internet ».

<http://blogdosakamoto.blogosfera.uol.com.br>

Chine - Lu Yuyu et Li Tingyu

Le 15 juin 2016, les journalistes-citoyens **Lu Yuyu** et **Li Tingyu** cessent subitement de donner des nouvelles, suscitant l'inquiétude de leurs collaborateurs et de leurs proches. Ils sont détenus au secret pendant plus de trois semaines avant de pouvoir consulter des avocats. Que leur est-il reproché ? De documenter les mouvements sociaux et les manifestations ouvrières dans le pays. En effet, depuis 2012, ce couple de journalistes récolte des informations en provenance de toute la Chine, surveille quotidiennement les réseaux sociaux, collecte des photos et des témoignages d'ouvriers en grève ou de citoyens manifestant pour leurs droits. Le travail de Lu Yuyu et Li Tingyu, publié sur un site dédié, constitue un thermomètre inédit et hautement sensible de la colère sociale en Chine, l'un des sujets les plus tabous pour le Parti communiste chinois. Leur travail a été repris par plusieurs ONG et chercheurs universitaires. Accusé de « troubles à l'ordre public », Lu Yuyu a déclaré à son avocat avoir été passé à tabac par les gardes du centre de détention de Dali où il était retenu.

Burundi - SOS Medias Burundi

Quarante-huit heures après la fermeture de toutes les radios indépendantes au Burundi, en mai 2015, une dizaine de journalistes et citoyens se mobilisent sur Internet pour continuer d'informer la population burundaise. En l'espace d'une journée, une page Facebook et un site web sont créés, SOS Média Burundi est né. Les contributeurs demeurent anonymes, travaillent de façon isolée grâce à des smartphones et rapportent ce qu'ils voient dans leurs quartiers. Les décisions éditoriales sont débattues via l'application cryptée WhatsApp. L'équipe suit des règles très strictes : respecter une neutralité stricte et donner la parole à toutes les parties concernées par les sujets abordés. Parmi eux, Eloge Willy Kaneza, 34 ans, a pris le risque de couvrir les informations de son pays à visage découvert. Ce journaliste professionnel, qui a travaillé entre autres pour les radios Bonesha FM à Bujumbura puis à KF Radio à Kigali, au Rwanda, a reçu, pour son éthique et son courage, le prix 2016 Peter Mackler. SOS Médias Burundi est devenu aujourd'hui la principale source d'information sur la crise née au printemps dernier, lorsque le président sortant Pierre Nkurunziza a annoncé son intention de briguer un troisième mandat.

Bahrein - Ali Al-Mearaj

Arrêté le 6 janvier 2014, **Ali Al-Mearaj**, 36 ans, a été condamné le 8 avril 2014 à deux ans et demi de prison ferme pour « mauvaises manipulations des technologies de l'information » et « insultes au roi ». Le blogueur administrait le site d'information *Lulu Awal*, très critique à l'égard du régime bahreïni. Relâché en avril 2016, il a de nouveau été arrêté et transféré à la prison de Dry Dock moins de deux mois plus tard, sans qu'aucun mandat d'arrêt n'ait été délivré contre lui et sans que sa famille ne connaisse les raisons de sa nouvelle arrestation. Selon nos sources, il est désormais poursuivi, avec un journaliste du quotidien indépendant *Al-Wasat*, pour soutien au terrorisme dans une autre affaire. Il encourt une peine de prison à vie ainsi que la déchéance de sa nationalité.

Iran - Roya Saberi Negad Nobakht

Roya Saberi Negad, une Irano-Britannique de 50 ans, est emprisonnée depuis octobre 2013 dans la tristement célèbre prison d'Evin, dans le nord de Téhéran. Elle a été arrêtée en même temps que plusieurs autres net-citoyens en raison de ses activités sur les réseaux sociaux, notamment sur Facebook. Le 27 mai 2014, la 28e chambre du Tribunal de la révolution de Téhéran l'a condamnée à 20 ans de prison pour « insulte envers l'islam » et « menace à la sécurité nationale ». Un an plus tard, en appel, cette peine a été réduite à cinq ans d'emprisonnement. Gravement malade, elle a fait

plusieurs malaises dans sa cellule. Le médecin a demandé son transfert vers un hôpital, ce que les responsables d'Evin refusent, sans doute pour cacher les dysfonctionnements de cette prison. Roya Saberi Negad Nobakht fait partie des 18 journalistes-citoyens actuellement emprisonnés en Iran.

Cuba - Tania Quintero (74 ans) et son fils Ivan Garcia Quintero (51 ans)

Aujourd'hui réfugiée politique en Suisse, **Tania Quintero** a vécu les heures les plus sombres de la répression contre le journalisme indépendant cubain. Après un bref passage dans la presse officielle, Tania s'est peu à peu affirmée comme l'une des figures du journalisme libre, en collaborant avec la plupart des agences indépendantes du pays et les organisations internationales de défense de la liberté de la presse. Son engagement lui a valu d'être arrêtée, cambriolée et persécutée à de nombreuses reprises, jusqu'à être humiliée publiquement par Fidel Castro. En parallèle, elle s'est engagée dans la formation de jeunes journalistes cubains. Son fils **Ivan Garcia**, qu'elle a formé, a suivi la même voie. Dans ses blogs, il s'attaque aux dérives et à l'autoritarisme du régime castriste, et défend la voix des dissidents. En 1991, il a été détenu pendant deux semaines, accusé de propagande anti-régime. Grâce à de nombreux soutiens internationaux, ses blogs sont aujourd'hui très suivis et traduits en plusieurs langues. Il a fait le choix de rester vivre à Cuba où il poursuit son combat en faveur de la liberté de l'information. En 2016, il a publié plusieurs billets traitant de la censure et du combat des journalistes indépendants. Tania et Ivan Garcia Quintero incarnent la résistance par la plume et illustrent les difficultés à s'exprimer librement à Cuba.